

Salaires 2017 : Arrêtez le massacre !

En dépit de nos demandes incessantes, le directeur de l'info et le directeur des rédactions nationales ont refusé de participer au comité salaires journalistes. Il s'agit pourtant de la seule instance qui permet, une fois par an, d'avoir un échange avec les représentants du personnel sur les salaires et les carrières, « *la reconnaissance de l'implication et de l'engagement professionnel* ». Y. Letranchant et A. Kara l'ont boycottée.

Les délégués du personnel et syndicaux se sont retrouvés face à deux représentants de la DRH muets comme des carpes. A notre liste de questions : Combien de journalistes n'ont pas eu d'augmentation ou de promotion depuis au moins 4 ans, combien ne sont pas JS après 15 ans d'ancienneté, combien ne sont pas GR1 après 20 ans, GR2 après 25 ans, GR3, GR4, GR5, une seule réponse : « *je ne répondrai à aucune de vos questions, ce n'est pas prévu* ».

Aucune écoute et aucune compassion pour les quelques 250 journalistes des rédactions nationales et du siège qui voient promotions et augmentations leur passer sous le nez depuis 4 ans, depuis 5 ans, 6 ans, 7 ans et voire plus encore. Aucune intention manifestée de s'attaquer aux problèmes de disparités et de discriminations salariales.

1 mesure pour 9 journalistes

C'est la seule information lâchée par la DRH. Cela nous laisse très loin des 20 % annoncés par la direction dans son mail du 29 août ! Où est passée la différence ? 1 mesure pour 9, c'est-à-dire 11 %, ce qui fera en tout et pour tout 80 possibilités d'augmentation ou de promotion pour les quelques 700 journalistes du siège (Rédactions nationales, numériques, sports, magazines, programmes), y compris les mesures de structure et mobilité.

Politique salariale punitive

Après le naufrage de 2016, comment, avec 80 mesures enrayer cette spirale qui exclut de plus en plus de journalistes ? Comment répondre aux attentes, mettre fin aux disparités injustifiables et aux écarts aberrants entre deux bulletins de paye ?

Et pour couronner le tout, le gel des augmentations générales pour la 4^{ème} année consécutive.

Le manque de transparence, et parfois la connivence, dans la distribution des augmentations, rendent ces injustices insupportables et indignes d'une grande entreprise du service public.

Une telle absence de politique salariale finit par être nocive pour tous, tant elle démotive, génère de la souffrance et de la rancœur, des tensions entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, de la défiance envers l'encadrement qui a la main sur l'attribution ou le refus d'une augmentation.

Face à l'obstruction délibérée de la direction et de la DRH la délégation du Snj-Cgt a quitté la mascarade de dialogue social, après avoir dressé un état des lieux catastrophique de la situation salariale.

Paris, le 14 novembre 2017